

Joseph Ratzinger devient Benoît XVI



PATRICK HERTZOG AGENCE FRANCE PRESSE

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

C'est le gardien du dogme de l'Église catholique qui est devenu hier son chef suprême. Après un conclave express qui aura pour une fois respecté les prédictions les plus prudentes, le cardinal allemand Joseph Ratzinger, leader des conservateurs de l'Église, fortement contesté par les catholiques libéraux, a été élu 265^e pape de l'histoire. Âgé de 78 ans, il a choisi de porter le nom de Benoît XVI.

C'est donc dire qu'après les 26 ans du pontificat majeur de Jean-Paul II, les 115 cardinaux électeurs

venus de 52 pays ont opté pour un pape de transition et de tradition, afin de permettre à l'Église d'absorber l'héritage du pontife décédé le 2 avril. En moins de 24 heures, le conclave s'est entendu pour élire un gestionnaire expérimenté. Benoît XVI devient le pape le plus âgé à prendre ses fonctions depuis Clément XII, en 1730. Il a déjà souffert de problèmes cardiaques.

Peu avant 18h, heure de Rome, la traditionnelle fumée qui signale la conclusion d'un tour de votation avait commencé à sortir de la modeste cheminée installée sur le toit de la chapelle Sixtine: mais était-elle

blanche ou noire, le doute a subsisté jusqu'à ce que les grandes cloches de la basilique romaine se mettent à sonner, indiquant qu'un nouveau pape avait été élu (au quatrième tour de scrutin).

Les télévisions du monde ont alors renvoyé l'image de dizaines de milliers de fidèles applaudissant bruyamment la nouvelle, plusieurs versant des larmes ou agitant des croix. La rumeur propagée, ils seront rapidement 100 000 rassemblés place Saint-Pierre pour apercevoir le nouveau pape.

À 18h40, sous une fine pluie, le rideau rouge du balcon de la basilique s'est écarté et la clameur a re-

doublé. En habit écarlate, le premier des cardinaux diacres, le Chilien Jorge Arturo Medina Estévez, s'est alors avancé et a prononcé la formule consacrée: «Habemus papam» (nous avons un pape), que chantait déjà la foule. Puis il a lu la décision du conclave en plusieurs langues, annonçant au monde entier la nomination de M^{re} Ratzinger, un intellectuel polyglotte (il parle allemand, français, anglais et italien), qui devient le premier pape allemand depuis Victor II (entre 1055 et 1057).

VOIR PAGE A 8: BENOÎT XVI

Douche froide pour les catholiques progressistes du Québec

CLAIRANDRÉE CAUCHY
LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Le choix du préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, Joseph Ratzinger, pour occuper le poste de successeur de saint Pierre a eu l'effet d'une douche froide sur les éléments progressistes de l'Église catholique québécoise. Plus tempérés, les évêques laissent la chance au coureur et vantent les

grandes qualités intellectuelles du nouveau pape.

La déconfiture était grande hier pour Hélène Chénier, présidente du Réseau Culture et foi, un organisme voué à la réflexion sur l'application de l'Évangile en lien avec la culture d'aujourd'hui. La femme de 73 ans, qui travaille depuis des décennies à «faire évoluer l'Église de l'intérieur», a l'intention de se retirer sur ses terres à la fin du mois.

«Je vais faire comme d'autres, je ne m'investirai plus

pour répandre la bonne nouvelle dans cette Église. Chacun peut se retirer dans cette Église et vivre sa foi individuellement. Je ne l'ai jamais fait en 53 ans de vie spirituelle, mais là, assez, c'est assez!», s'est exclamée la catholique d'un ton plein d'amertume.

Elle a rappelé le rôle de gardien de l'orthodoxie que le cardinal Ratzinger a joué sous Jean-Paul II.

VOIR PAGE A 8: DOUCHE



GIULIO NAPOLITANO AGENCE FRANCE-PRESSE

Manifestations de joie, place Saint-Pierre, hier.

■ Autres textes en page A 3 ■ L'éditorial de Bernard Descôteaux, page A 6 ■ Extraits de la dernière homélie du cardinal Ratzinger, page A 7

Le Canada vise plus haut sur la scène internationale

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Désireux de ne plus jouer un rôle secondaire dans un concert des nations dominé non seulement par les géants américains et européens mais aussi par les nouveaux titans chinois, indiens et brésiliens, le Canada a annoncé hier un réalignement de sa politique internationale. Pour la première fois de son histoire, le Canada met en place une stratégie intégrée qui articulera l'action de quatre ministères autour d'une vision commune.

Les grandes lignes dévoilées hier par le gouvernement comprennent une aide internationale plus ciblée, des forces armées plus souples et mieux équipées, un accent important mis sur les États en déroute, comme Haïti ou l'Afghanistan; sur le plan économique, la priorité demeure les États-Unis, mais avec des efforts accrus vers les marchés émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie.

Présentée avec plusieurs mois de retard, cette politique étrangère intégrée était plus complexe à mettre en place qu'une simple réforme des programmes

VOIR PAGE A 8: CANADA

Guérilla parlementaire à Ottawa

Muselée par les libéraux, l'opposition tentera de déposer une motion de censure le 18 ou le 19 mai, en vue d'élections le 27 juin

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Furieux d'être muselés par un gouvernement libéral qui veut éviter à tout prix la tenue d'élections ce printemps et surchauffés par les nouvelles révélations concernant le premier ministre Paul Martin et la firme Earncliffe, les partis d'opposition à la Chambre des communes ont lancé une offensive tous azimuts hier pour déstabiliser le gouvernement. Le Parti conservateur, qui vient d'ailleurs tout juste de recruter son premier candidat-vedette au Québec, ainsi que le Bloc et le NDP ont promis une bagarre intense aux libéraux dans les prochaines semaines. Et des élections en juin sont toujours possibles.

Le dévoilement hier du calendrier provisoire des travaux de la Chambre des communes a confirmé l'intention des libéraux de repousser au maximum les journées dédiées aux partis d'opposition, soit autant d'occasions de défaire le gouvernement sur une motion de censure. Aucune de ces journées n'est à l'horaire d'ici le 15 mai et le leader en Chambre des libéraux, Tony Valeri, a répété hier que la seule certitude qu'il peut donner est que les six journées d'opposition restantes seront écoulées avant la fin de la session parlementaire prévue le 23 juin.

Tony Valeri a reconnu lundi soir que cette manœuvre vise à empêcher la tenue d'élections ce printemps, car l'opposition ne pourra pas lancer le pays sur le chemin électoral si elle doit défaire le gouvernement trop tard en mai ou en juin, puisque la date du scrutin tomberait alors en juillet, une option déjà écartée. «Les Canadiens n'en veulent pas [d'élections] de toute façon», a laconiquement lancé Tony Valeri.

Piqués au vif par ce geste exceptionnel, les trois partis d'opposition n'ont pas tardé à réagir. «Les libéraux perdent la face avec ça. Ils ont peur et c'en est la preuve. [...] Il n'y a rien à l'épreuve des libéraux pour tenter de garder le pouvoir contre la volonté de la population canadienne et québécoise. Ils sont prêts à tout



JIM YOUNG REUTERS

faire. Ce sont des animaux blessés. Ils vont tout tenter. Et on va être sur leur chemin», a promis le chef bloquiste Gilles Duceppe. Selon lui, c'est une preuve de plus que les libéraux «n'ont plus l'autorité morale pour gouverner».

Mais les partis d'opposition n'ont pas jeté l'éponge si facilement et une nouvelle tactique a été mise en place hier pour tenter malgré tout de tenir une journée d'opposition au milieu du mois de mai. Pour y arriver, les partis d'opposition vont livrer une véritable bagarre de procédures aux libéraux pour contourner le bâillonnement. Et ça pourrait bien fonctionner, comme l'a reconnu candidement Tony Valeri.

Au comité des procédures de la Chambre des communes, dominé par les partis d'opposition, les

conservateurs ont déposé hier une motion qui oblige le gouvernement à accorder une journée d'opposition «au plus tard» le 18 mai prochain. Cette journée devrait donner lieu à un vote de censure le jour même ou alors le lendemain au plus tard, selon le texte présenté par les conservateurs.

Les libéraux tentaient hier après-midi d'obstruer le plus possible le processus pour éviter que cette motion passe la rampe trop tôt en comité. Mais, selon nos informations, une entente serait intervenue au comité pour que la motion soit adoptée demain malgré l'entêtement libéral. Résultat: puisque la Chambre fait relâche la semaine prochaine, cette motion du comité atterrirait en Chambre le mardi 3 mai, pour un vote le soir même ou le lendemain sur la motion. Comme cette motion est certaine de passer, puisque les trois partis d'opposition sont d'accord, le gouvernement devrait alors obligatoirement accorder une journée d'opposition «au plus tard le 18 mai». Il s'agirait alors d'une motion conservatrice, probablement de censure, ce qui ferait tomber le gouvernement. Si ce scénario se produit — et il est tout à fait plausible — le scrutin pourrait avoir lieu le 27 juin.

D'ici là, l'opposition ne laissera aucun répit au gouvernement. Les comités, les débats, les votes en Chambre et l'horaire du Parlement seront chambardés pour que le gouvernement perde le contrôle des travaux, et ce, en guise de représailles à la «provocation libérale», ont soutenu les chefs des partis d'opposition, qui ont souligné à gros traits qu'ils représentent la majorité des électeurs dans ce Parlement minoritaire. «Nous avons commencé les actions aujourd'hui [hier] et d'autres vont suivre, a soutenu le chef conservateur Stephen Harper. Laissez-moi vous dire que, si le gouvernement pense qu'il peut passer les prochaines semaines sans aucun vote, il se trompe. Ce n'est pas comme ça qu'une démocratie fonctionne.»

VOIR PAGE A 8: GUÉRILLA

INDEX

7	Annances.....	C 6	Éditorial.....	A 6
7	Avis publics ..	C 5	Idées.....	A 7
7	Bourse.....	C 2	Météo.....	C 5
7	Carrières.....	C 4	Monde.....	C 5
7	Culture.....	C 8	Mots croisés ..	C 6
7	Décès.....	C 6	Sports.....	C 6
7	Économie.....	C 1	Télévision.....	C 7

7 78313 00066 5